



GRANDLYON  
communauté urbaine

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE LYON

### ARRETE N° 2006-09-25-R-0293

commune(s) : Lyon 1er

objet : **Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un lot dans un immeuble en copropriété situé 12, rue René Leynaud et appartenant à la SCI Les Chênes**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction du foncier et de l'immobilier - Pôle opérationnel - Subdivision nord

n° provisoire 11844

*Le président du conseil de la communauté urbaine de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2122-22 -15°- ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accèsion à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 87-557 du 17 juillet 1987 complétant la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu le décret n° 87-284 du 22 avril 1987 modifiant le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 relatif au droit de préemption urbain ;

Vu la délibération n° 2005-2826 du 11 juillet 2005 approuvant le plan local d'urbanisme et l'application du droit de préemption urbain aux zones classées en zone urbaine ou d'urbanisation future ;

Vu le plan local d'urbanisme rendu public opposable aux tiers à compter du 5 août 2005 ;

Vu la délibération n° 2006-3289 du 27 mars 2006 par laquelle le conseil de Communauté a donné délégation à son président pour accomplir certains actes, en particulier exercer le droit de préemption urbain sur les biens de nature immobilière mis en vente volontairement ou non ;

Vu l'arrêté n° 2006-04-07-R-0132 du 7 avril 2006 par lequel monsieur le président donne, à monsieur le vice-président Guy Barral, délégation de signature ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner souscrite par maître Depaquit, notaire associé, dont l'étude est située 65, rue d'Anjou à Paris 8°, représentant la SCI Les Chênes, reçue en mairie centrale de Lyon le 1er août 2006 et concernant la vente au prix de 50 000 € (cinquante mille euros), plus 5 000 € TTC de commission d'agence à la charge de l'acquéreur -bien cédé libre de toute location ou occupation- au profit de monsieur Hasan Sahin d'un local commercial situé au rez-de-chaussée de 90,10 mètres carrés représentant 85/1 000 des parties des parties communes générales de l'immeuble,

le tout, situé 12, rue René Leynaud à Lyon 1er étant cadastré sous le numéro 77 de la section AP pour une surface de 319 mètres carrés ;

Considérant l'avis exprimé par monsieur le directeur des services fiscaux du Rhône ;

Considérant que la communauté urbaine de Lyon souhaite exercer son droit de préemption, en vue du maintien et de l'extension d'activités économiques, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme. En effet, le bien préempté est situé dans un secteur ciblé pour la requalification des rez-de-chaussée et au sein d'une polarité commerciale, qu'il convient de développer, en application du schéma de développement économique des Pentes. Cette préemption s'inscrit dans le cadre plus général du contrat de ville 2000-2006 de l'agglomération lyonnaise et de la délibération du 12 septembre 2005 par laquelle le conseil municipal de Lyon a approuvé les schémas de développement territorial de quartiers prioritaires ;

Sur proposition du directeur général de la communauté urbaine de Lyon ;

## **arrête**

**Article 1er** - Pour les causes sus-énoncées, le droit de préemption dont dispose la communauté urbaine de Lyon est exercé à l'occasion de l'aliénation ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

**Article 2** - Le prix de 50 000 € (cinquante mille euros), plus 5 000 € TTC de commission d'agence à la charge de l'acquéreur, soit un total de 55 000 € -bien cédé libre de toute location ou occupation-, figurant dans cette déclaration d'intention d'aliéner, est accepté par la communauté urbaine de Lyon.

Cette acquisition par la communauté urbaine de Lyon est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions de l'article L 213-14 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par maître Chaîne, notaire associé à Lyon 6°.

**Article 3** - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la communauté urbaine de Lyon sera imputée sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2007 - compte 213 200 - fonction 824 - opération 1207.

**Article 5** - Le directeur général et le comptable du Trésor de la communauté urbaine de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté transmis au représentant de l'Etat.

Lyon, le 25 septembre 2006

Le président, et par délégation,  
le vice-président chargé de la  
politique foncière,

Guy Barral.